

LES BIOTECHNOLOGIES

Innover ou périr

Les marchés se complexifient et se segmentent en de multiples créneaux. L'offre s'adapte à la soif de nouveauté des consommateurs – quand elle ne crée pas elle-même des produits à valeur ajoutée pour conserver ses marchés ou en conquérir de nouveaux. Dénominateur commun de toute cette segmentation : l'utilisation des biotechnologies, qui permettent de repousser les frontières du comestible. Entretien avec le directeur général de la Cité de la biotechnologie agroalimentaire, vétérinaire et agroenvironnementale de Saint-Hyacinthe, Mario De Tilly.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉTIENNE GOSSELIN, AGR., M. SC.

Partenaires : Le terme « biotechnologies » peut sembler un peu fourre-tout... De quoi s'agit-il?

Mario De Tilly : Le terme a beaucoup été utilisé au départ pour désigner les applications de transgénèse et de génie génétique. Or, nous n'en faisons à peu près pas à Saint-Hyacinthe. Non, nous parlons plutôt de nouveaux bio-ingrédients nutraceutiques ou fonctionnels, de bactéries probiotiques, de substances prébiotiques, de vaccins vétérinaires, de trousse diagnostique ELISA pour les allergènes ou les contaminants, de développement de nouvelles molécules comme des enzymes ou des pesticides naturels. Nous parlons aussi de nouvelles méthodes de culture ou de gestion des engrais organiques, comme la méthanisation, ou de nouveaux procédés de fabrication en usine.

P : Quelle place prendra la biotechnologie en agriculture et en agroalimentaire?

MDT : Une place en croissance, c'est assuré. C'est d'abord une question de maintien de parts de marché par l'offre de produits différenciés dont la qualité est améliorée – par exemple, des carottes plus riches en bêta-carotène ou des céréales enrichies en iso-flavones –, mais c'est aussi une question de productivité – donc de rendement, de quantité – face aux économies agricoles émergentes.

P : Penser l'agriculture et l'agroalimentaire de demain sans les biotechnologies n'est donc pas possible?

MDT : Non. Les dossiers prioritaires sont ceux de l'innocuité, de la traçabilité, du dépistage des contaminants et des maladies. Dans le cadre de mes fonctions, j'ai la chance de me promener partout dans le monde. Et, sincèrement, il n'y a qu'au Canada – pas même aux États-Unis – que je sois assuré que ce que je mange ne me rendra pas malade. Nous voyons donc beaucoup de nouvelles applications se développer, comme des bactéricides écologiques et des modélisations de propagation d'agents pathogènes, comme *Listeria*. C'est important puisque les pertes économiques associées aux intoxications alimentaires se chiffrent en milliards de dollars.

P : Les appellations réservées et l'agriculture biologique s'accroissent plutôt bien de techniques connues ou traditionnelles qui ne sont parfois pas tellement technologiques...

MDT : C'est vrai. Par contre, ces segments de marché ne sont pas ceux qui nourriront une population mondiale de neuf milliards d'humains en 2050. Et les consommateurs ne sont pas toujours intéressés à payer la prime. Il existe souvent une différence entre ce que les consommateurs veulent et ce qu'ils sont prêts à payer!



P : Notre industrie agroalimentaire est-elle concurrentielle? Doit-on craindre ou se conforter?

MDT : Craignons! Je suis partisan du « innover ou périr ». Nous ne pouvons rester dans le domaine des produits de commodité. Certains pays font quand même deux récoltes de céréales par année ! Non, je dirais que l'industrie n'investit pas assez. Nous sommes trop morcelés dans nos actions, pas assez synergiques. Même si notre Cité de la biotechnologie et notre Technopole agroalimentaire sont des modèles enviés, je n'ai pas peur de dire que les gouvernements se désengagent de l'agroalimentaire, moteur économique des régions.

P : Et le producteur agricole dans son rang?

MDT : Il existe différents incitatifs, notamment fiscaux, pour promouvoir l'innovation et la R-D à petite échelle, directement à la

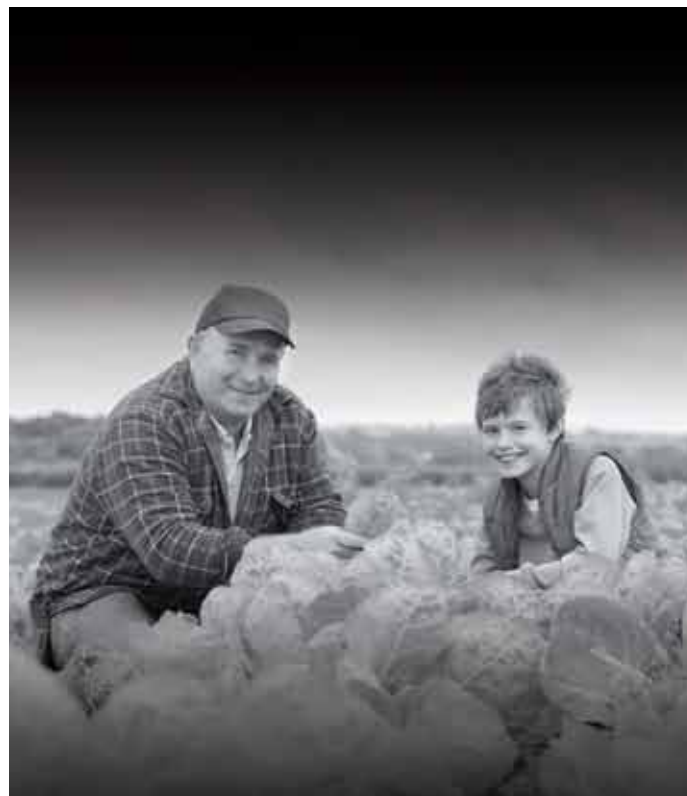


Mario de Tilly, directeur général de la Cité de la biotechnologie agroalimentaire, vétérinaire et agroenvironnementale de Saint-Hyacinthe.

ferme. Les deux ordres de gouvernements ont leur responsabilité, mais c'est aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux grandes entreprises d'investir, car nous traînons de la patte face à d'autres pays industrialisés. La recherche appliquée doit se démocratiser et entrer dans les mœurs.

P: L'avenir est-il si sombre?

MDT: Non, mais il faudra mettre des efforts sur ce que je résume ainsi: produire mieux, à meilleur coût et en offrant plus de qualité – notamment avec des labels ou des certifications – et tendre vers un risque sanitaire zéro. Et les biotechnologies y seront pour beaucoup, notamment ici à Saint-Hyacinthe car nous nous sommes dotés d'outils formidables – usines pilotes, incubateurs industriels, parc technoscientifique – pour atteindre ces objectifs. Ne l'oublions pas: nous sommes le grenier et le garde-manger du Québec. 🇩🇪



PORTRAIT:

Propriétaire agricole, salaire T4 supérieur à 75 000 \$.

PORTRAIT FINANCIER:

Doit planifier sa retraite et sa relève au cours des prochaines années.

Desjardins & Cie

C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

Le Régime de retraite individuel (RRI) est conçu pour répondre sur mesure à vos besoins.

Nous avons des solutions simples, flexibles et fiscalement très avantageuses à vous proposer. Parlez-en à votre planificateur financier ou à votre directeur de comptes Desjardins.

desjardins.com



Desjardins
Sécurité financière^{MD}

MD Marque de commerce propriété de Desjardins Sécurité financière

Coopérer pour créer l'avenir

Vie, santé, retraite